

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 26 JUIN 2017

Nombre de Conseillers : 19		
Numéro délibération :	1-5	6-8
Nombre de présents :	12	11
Nombre de pouvoirs :	3	4

L'an deux mille dix-sept et le vingt-six juin, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué le vingt-deux juin deux mille dix-sept, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, DIETRICH-WEISS Élisabeth, MARTIN Alain, PELLERIN Annick, BERGEZ Danielle, Adjoints ; TAXI Odile, ZAMORA Jean-Luc, Conseillers Municipaux délégués ; BERTHIAUX Françoise, BERTHIAUX Lucien, LAMBERT Éliane, LESUEUR Frédéric, PALDACCI-UVERNET Antony.

Absents et excusés :

**GARCIA Éric (pouvoir à BERTHIAUX Lucien),
RONET-YAGUE Delphine (pouvoir à PELLERIN Annick),
SILVA Alain (pouvoir à BERTHIAUX Françoise),
TAXI Odile (pouvoir à DIETRICH-WEISS Élisabeth), à compter du point 6.
BUISINE Serge,
BESSONE Éric,
BOISBOURDIN Philippe,
SCHLICHTER Danièle.**

Désignation du secrétaire de séance : M. Jean-Luc ZAMORA.

Adoption du compte rendu : Adopté à l'unanimité.

Lecture des décisions : Aucune.

1. <u>ECOLE PRIMAIRE LUCIE AUBRAC DE LE THORONET ET DEMANDE A LA DIRECTION DES SERVICES DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE (D.S.D.E.N.) DE L'ORGANISATION DU TEMPS SCOLAIRE SUR 4 JOURS DES LA RENTREE 2017</u>

Vu le décret n° 2013-77 du 24/01/2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires,

Considérant la lettre de Monsieur l'Inspecteur d'Académie, Directeur académique des Services de l'Éducation Nationale du Var, en date du 13/06/2017 autorisant l'organisation des apprentissages scolaires sur 4 jours,

Monsieur le Maire rend compte au Conseil Municipal de la possibilité offerte désormais aux Communes d'expérimenter dès la rentrée scolaire 2017 la semaine d'apprentissage scolaire primaire en quatre jours (lundi, mardi, jeudi, vendredi).

La Commune de LE THORONET, auparavant, connaissait une organisation des rythmes scolaires de ¾ d'heure chaque fin d'après-midi de 15h45 à 16h30, les enfants ayant école le mercredi matin.

Cette organisation s'est révélée être source de fatigue et d'attention minorée des enfants durant leur formation selon les propos des parents d'élèves et du corps professoral.

Dès lors, les enfants n'ont pas bénéficié des résultats attendus par cette organisation ; en cela, ce constat coïncide avec l'intervention de Monsieur le Ministre de l'Education nationale - Jean-Michel BLANQUER – qui au sein de la Brève du 13/06/2017 intitulée « Rentrée 2017 : 4 mesures pour bâtir l'École de la confiance » indique que « *Les études montrent que les effets de l'aménagement du temps scolaire - sur 4 jours ou 4,5 jours - sont négligeables, voire nuls, sur les résultats des élèves.* »

Ainsi, en totale concordance avec le Corps enseignant et les Représentants des parents d'élèves, conformément au vote du Conseil de l'Ecole Lucie Aubrac en date du 20 juin 2017, considérant l'intérêt des enfants et la valorisation de leur apprentissage, il est opportun que l'Ecole primaire thoronéenne Lucie Aubrac bénéficie de l'organisation scolaire sur quatre jours dès la rentrée scolaire 2017.

En outre, l'avis du Département du Var sera sollicité, conformément aux exigences de l'Inspection d'Académie, bien que le service de transport scolaire ne soit pas modifié car il était déjà organisé à 16h30, (les horaires du matin ne subissant aucun changement).

Enfin, pour répondre aux possibles besoins de familles, la Commune étend dès la rentrée 2017, l'amplitude de son accueil de Loisirs sans Hébergement, (A.L.S.H.) le mercredi de 7h30 à 18h00 à l'attention des enfants scolarisés, encadrés par du personnel qualifié.

Mme BERTHIAUX : « Il nous est proposé d'agir avec une "certaine liberté" (voir les 4 mesures pour bâtir l'école de la confiance).

Pourquoi se priver de réfléchir à "comment mener à bien le temps scolaire » ?

Je déplore qu'un bilan des résultats de l'organisation de ces 3 dernières années ne nous ait pas été présenté pour alimenter notre réflexion, indépendamment des problèmes budgétaires.

A ce jour, je ne me sens pas à même de décider pour l'une ou l'autre des orientations proposées.

N'y a -t-il pas d'autres voies à explorer, et ce dans le souci constant de l'intérêt des enfants.

Le surcoût annoncé est de 6 350 € si l'on maintient les rythmes scolaires, pour moi c'est une somme modique au regard des autres dépenses que la commune engage ».

M. LE MAIRE : « Il va falloir aujourd'hui transformer les postes des 11 agents contractuels subventionnés par l'État en fonctionnaires, ce qui change les choses et la masse salariale. Je ne ferai pas le recrutement de 11 fonctionnaires, cela représenterait une dépense impossible pour la Commune ».

M. BERTHIAUX : « Sur quels critères se fondent ces choix ? Les enfants français ne vont-ils pas travailler moins ?

La France a chuté au 25^{ème} rang du dernier classement PISA, ce qui révèle que notre système éducatif n'est pas des plus efficaces ».

Mme TAXI : « Nous nous sommes renseignés auprès des parents et du Directeur, tous reconnaissent un état de fatigue des enfants avec cette réforme des rythmes scolaires.

Au sein du conseil d'école, ils ont voté pour le retour à la semaine de 4 jours. Qu'il s'agisse d'un découpage en 45 minutes journalières ou regroupées en une demi-journée, la réforme des rythmes scolaires n'a pas été un succès ; nous avons pu le constater auprès des différentes communes varoises.

De plus, les associations qui proposent des activités aux enfants, hors temps scolaires, trouvent également les enfants fatigués.

Selon un sondage, une majorité de parents pourra s'organiser pour que les enfants se reposent le mercredi matin ».

Suspension de séance de 18h21 à 18h26 pour donner la parole à M. le Directeur de l'école Lucie Aubrac, Philippe MARCHE, présent dans la salle.

M. MARTIN : « Il faut penser avant tout au bien être des enfants et je suis favorable au retour à la semaine de 4 jours.

Aujourd'hui il est demandé aux communes d'assurer l'ensemble du système éducatif et je regrette d'avoir à constater que certains parents délaissent l'avenir de leurs enfants, ce à quoi nous devons palier.

La réforme des 4,5 jours d'école était politique pour faire plaisir à M. PEILLON qui a mis en application cette réforme, cela coûte un argent fou aux communes et l'État ne donne pas les moyens aux collectivités de pouvoir assurer sereinement ce service ».

M. LE MAIRE : « Le conseil municipal n'a pas de couleur politique, il faut faire valoir ses idées ailleurs qu'en assemblée délibérante ».

Mme BERTHIAUX : « Est-ce qu'il y a une réflexion intercommunale sur ce projet » ?

M. LE MAIRE : « Nous en avons débattu mardi dernier. Une majorité de communes revient à la semaine de 4 jours.

La commune du Thoronet propose aux familles un accueil de loisirs sans hébergement (A.L.S.H.) toute la journée du mercredi.

En outre, les familles thoronéennes disposent d'un centre aéré intercommunal (notamment pendant les petites vacances scolaires) auquel la commune du Thoronet participe financièrement ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De solliciter la D.S.D.E.N. pour autoriser la Commune du Thoronet à expérimenter, dès la rentrée scolaire 2017, la semaine d'apprentissage scolaire primaire en quatre jours (lundi, mardi, jeudi, vendredi).

ARTICLE SECOND : D'étendre l'amplitude horaire de l'A.L.S.H. le mercredi de 7h30 à 18h00, uniquement pendant la période scolaire, à la condition que la D.S.D.E.N. donne son accord pour l'expérimentation de la semaine de 4 jours dès la rentrée scolaire 2017.

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur le Maire de réaliser l'ensemble des formalités nécessaires pour la mise en œuvre de ce qui précède.

Adopté à la majorité des voix exprimées

*(Absentions : Mme Françoise BERTHIAUX et M. Lucien BERTHIAUX
Contre : M. Éric GARCIA)*

<u>2. TARIFICATIONS « ACCUEIL MUNICIPAL DU MERCREDI » - ANNEE SCOLAIRE 2017-2018</u>

Vu la délibération du 07/04/2017 ayant pour objet « Tarifications « accueil périscolaire » et « accueil municipal du mercredi après-midi » - année scolaire 2017-2018 ».

Vu l'adoption du règlement intérieur des services de restauration scolaire, A.L.S.H., (Accueil de Loisirs Sans Hébergement les mercredis après-midi), N.A.Ps (Nouvelles Activités Périscolaires) et garderies, le 07/04/2017,

Vu la délibération du 26/06/2017 ayant pour objet « Ecole primaire Lucie Aubrac de LE THORONET et demande à la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (D.S.D.E.N.) de l'organisation du temps scolaire sur 4 jours dès la rentrée 2017 »,

Considérant la nouvelle amplitude horaire de l'A.L.S.H. du mercredi (ouvert uniquement en période scolaire), soit de 7h30 à 18h00 à compter de la rentrée 2017,

Considérant que l'Etat refuse à ce jour, de financer les postes des agents contractuels (C.U.I. et Emplois d'Avenir), œuvrant au sein des services municipaux notamment périscolaires.

M. le Maire expose aux membres de l'assemblée délibérante que l'A.L.S.H. représente désormais un coût de 31,80 € (incluant le repas), par enfant et par mercredi (soit 10h30) ; et indique que ce coût est fondé sur la base de 26 élèves, ce qui correspond au nombre actuel d'enfants inscrits le mercredi après-midi.

Dès lors, il convient d'appliquer une nouvelle tarification.

M. PALDACCI-UVERNET indique qu'« aujourd'hui le tarif d'une assistante maternelle est de 3,80 € par heure, hors repas et frais de fluides, à payer obligatoirement ; en fonction des revenus, la C.A.F. apporte plus ou moins une aide importante ».

M. LE MAIRE indique donc que le tarif de la commune est plus avantageux.

Mme TAXI informe qu'« à ce jour 20 familles ont répondu positivement ce soir au questionnaire établi par les parents d'élèves portant sur une tarification forfaitaire de 30 €, par mercredi et comprenant le repas ».

M. LE MAIRE établit un calcul proportionnel sur la base nouvelle de 20 enfants et indique que le prix de revient serait alors de 41,34 €.

Il propose donc que la commune prenne en charge 6 € au profit des familles. Le forfait pourra être revu à la baisse si l'État octroie de nouveau à la commune des emplois aidés. Les représentants régionaux de l'État n'ont pas plus d'informations à ce jour. Les objectifs dans le Var ont été atteints et donc il n'y a plus eu d'emplois aidés.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,
DECIDE**

ARTICLE PREMIER : De fixer le tarif forfaitaire « Accueil municipal du mercredi » pour l'année scolaire 2017-2018 comme suivant :

Public visé	Tarif journalier au titre de l'année 2017-2018
Enfant	35 € par mercredi, repas compris.

ARTICLE SECOND : Pour une même fratrie, la tarification journalière, par mercredi, sera de 35 € pour le premier enfant, puis 27 € par enfant pour les autres membres de la dite fratrie.

ARTICLE TROISIEME : Que le tarif journalier est dû, quelque soit le nombre d'heures de fréquentation journalière.

ARTICLE QUATRIEME : Que l'inscription aux services est annuelle, sans retrait possible sauf cas exceptionnels (un déménagement, un changement définitif d'établissement scolaire, une signature d'un contrat d'embauche ou une perte d'emploi d'un des parents) ; la facturation demeurant mensuelle et à échoir.

ARTICLE CINQUIEME : Que l'A.L.S.H. ne sera pas ouvert pendant les vacances scolaires.

ARTICLE SIXIEME : Que l'ensemble des dispositions prévues au sein de la présente délibération sera applicable à compter du 1^{er} septembre 2017.

ARTICLE SEPTIEME : Que la présente délibération sera exécutoire à compter de l'accord de la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale (D.S.D.E.N.) pour l'expérimentation de la semaine de 4 jours, dès la rentrée 2017 ; la délibération n° 2017-25 n'ayant plus à s'appliquer.

ARTICLE HUITIEME : De charger Monsieur le Maire de réunir l'assemblée délibérante dès la réponse positive de la D.S.D.E.N. pour établir en conséquence la modification du règlement intérieur des services.

Adopté à la majorité des membres présents

(Abstentions : M. Éric GARCIA et M. Alain SILVA)

<p>3. <u>RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION TRIPARTITE « DISPOSITIF INTERCOMMUNAL DU CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE LORGUES – ENTRECASTEAUX – LE THORONET - CARCES 2017-2018 »</u></p>

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que la Commune de Lorgues a engagé depuis plusieurs années, une action en faveur des primaires et collégiens en difficulté ou en échec scolaire, à travers un Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité.

Ce dernier propose l'organisation et l'animation d'ateliers d'aide et de soutien scolaire mais également de soutien à la parentalité. La Commune du THORONET, d'ENTRECASTEAUX et de CARCES se sont associées à cette démarche.

Monsieur le Maire explique que l'ouverture en septembre 2017 du nouveau collège de CARCES, impliquant la redistribution de la carte scolaire, a conduit la Mairie de CARCES à rejoindre le CLAS intercommunal.

Le choix d'une gestion directe par les quatre communes a été retenu, en désignant le Service Municipal d'Education Spécialisée de Lorgues comme la structure pilote et gestionnaire des différentes actions du CLAS (en qualité de porteur du projet), en référence avec la charte nationale d'accompagnement à la scolarité pour l'année scolaire 2017 / 2018.

Lecture est donnée du projet de renouvellement de la convention tripartite « Dispositif Intercommunal du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité LORGUES – ENTRECASTEAUX – LE THORONET – CARCES 2017-2018. »

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De conclure le renouvellement de la convention tripartite « Dispositif Intercommunal du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité LOGUES – ENTRECASTEAUX – LE THORONET – CARCES 2017-2018. »

ARTICLE SECOND : D'autoriser Monsieur Le Maire à signer ladite convention.

Adopté à l'unanimité

4. <u>TARIFICATIONS FERMETURE ET REOUVERTURE DU BRANCHEMENT D'EAU POTABLE</u>
--

Vu le nouveau règlement du service de distribution d'eau potable, adopté par délibération du 22/06/2015, notamment son article 5-3 « frais de fermeture et de réouverture du branchement »,

Considérant qu'il revient dès lors de fixer la tarification de la fermeture et réouverture du branchement d'eau potable lorsque celle-ci émane d'une demande écrite de l'abonné.

Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée délibérante que des abonnés sollicitent le service municipal des eaux pour fermer puis rouvrir les branchements, notamment lorsqu'ils s'absentent pour un long séjour ou lorsqu'une habitation est en attente de succession. Ces exemples ne sont pas exhaustifs.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De fixer la tarification de la fermeture du branchement d'eau potable à 30 €, par intervention du service des eaux.

ARTICLE SECOND : De fixer la tarification de la réouverture du branchement d'eau potable à 30 €, par intervention du service des eaux.

ARTICLE TROISIEME : L'ouverture initiale d'un branchement liée au raccordement au réseau d'eau potable est exclue des dispositions de la présente délibération.

ARTICLE QUATRIEME : Que la délibération du 03/03/2003 ayant pour objet « tarification de l'eau pour les factures impayées », est abrogée.

Adopté à l'unanimité

5. FERMETURE DE L'ACCUEIL ADMINISTRATIF MUNICIPAL LE SAMEDI MATIN POUR ABSENCE DE FREQUENTATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le Décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

Vu le Comité Technique du 19/06/2014 validant la nouvelle organisation des services administratifs,

Vu la délibération du 14/04/2014 ayant pour objet « ouverture des services administratifs samedi matin »,

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'assemblée délibérante, leur délibération du 14/04/2014 portant sur l'ouverture des services administratifs samedi matin.

Malgré la publicité de cette nouvelle organisation, réitérée auprès des administrés durant trois ans, la moyenne de fréquentation demeure à 2,39 personnes en 2016 et 1,96 en 2017.

Dès lors, se pose la question de l'opportunité de poursuivre cette organisation.

M. LE MAIRE indique en outre que des difficultés d'organisation seront effectives à compter d'août 2017, date de fin du contrat aidé de la secrétaire en charge de l'accueil le samedi matin.

Dès lors, l'agent comptable et l'agent des ressources humaines seront dans l'obligation d'occuper le poste d'accueil, ce qui désorganiserait les services administratifs.

L'information de la fermeture du samedi matin sera donnée à la population à travers le journal « Var matin » et les panneaux d'affichage municipaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : La fermeture des services administratifs le samedi matin à compter du 15/07/2017.

Adopté à l'unanimité

*Mme TAXI quitte la séance du conseil municipal et donne son pouvoir
à Mme DIETRICH-WEISS*

6. ADOPTION DU RAPPORT N° 4 DE LA CLECT DU 06/06/2017

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que la Communauté de Communes Cœur du Var a instauré au 01.01.2015 la fiscalité professionnelle unique (FPU).

A ce titre a été créée la commission locale d'évaluation des charges transférées qui doit obligatoirement se réunir dans l'année qui suit l'instauration de la FPU.

Cette commission est chargée notamment de fixer les attributions de compensations définitives, des éventuelles dérogations aux attributions de compensation, et des charges transférées à l'occasion de tout nouveau transfert de compétence.

Le rapport n° 4 de la CLECT du 06 Juin 2017 traite :

- Du transfert des charges liées au transfert des compétences promotion du tourisme et jeunesse, 3-5 ans petites vacances scolaires.
- De la méthodologie d'évaluation des charges à transférer dans le cadre du transfert des ZAE.

Le rapport n° 4 de la CLECT présenté le 06/06/2017 a été approuvé à l'unanimité.

OUI l'exposé de Monsieur le Maire

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° 2014/111 du 28 octobre 2014 instaurant la FPU.

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° 2014/122 du 01 décembre 2014 créant la CLECT.

Vu le rapport n° 4 de la CLECT du 06 Juin 2017 ci-annexé.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'adopter le rapport n° 4 de la CLECT du 06/06/2017.

Adopté à l'unanimité

7. RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION « MISE A DISPOSITION DU TERRAIN DE TENNIS »

Vu le C.G.C.T.,

Vu la délibération du 25/09/2006 portant mise à disposition du terrain de tennis au profit de l'association Thoronet Tennis Club,

Vu la délibération du 25/06/2012 portant sur le renouvellement de la convention de mise à disposition du terrain de tennis,

Considérant que la convention signée entre les parties en 2012 arrive à échéance,

Considérant les difficultés de gestion des plannings d'utilisation notamment les jours fériés, samedi/dimanche, et en dehors de heures d'ouverture de la Mairie,

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal de renouveler la convention de mise à disposition du terrain au Tennis Club, afin que ce dernier poursuive la gestion notamment des plannings d'accès au terrain tennis et des cours dispensés aux enfants.

Monsieur le Maire fait lecture du projet de convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'accepter le renouvellement de la mise à disposition du terrain de tennis au Tennis club.

ARTICLE SECOND : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la Convention.

Adopté à l'unanimité

8. <u>ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION « LES RESTOS DU CŒUR »</u>
--

Vu la délibération du 21/04/2017 portant sur le vote des subventions aux associations, au titre de l'année 2017.

Considérant que l'association des Restos du Cœur n'a pas fait, par erreur, l'objet d'une attribution de dotations.

Monsieur le Maire propose de remédier à ce manquement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE UNIQUE : D'attribuer la somme de 300 € à l'association les Restos du Cœur, au titre de l'année 2017.

Adopté à l'unanimité

INFORMATIONS DIVERSES

Par M. LE MAIRE :

- Lecture du courrier de la chambre de métiers et de l'artisanat portant sur le soutien à l'activité économique de proximité.
- Lecture du courrier de l'Association des Maires du Var portant sur le programme du Président de la République et notamment la suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des ménages.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h10.

Le secrétaire de séance

M. ZAMORA Jean-Luc